

## Voiture électrique : le grand défi de l'industrie française

« La fin plus rapide que prévu du moteur essence menace l'avenir du secteur automobile en France », titre **Le Figaro** qui fait sa Une sur l'inquiétude de la filière de l'impact de l'accélération du virage vers l'électrique. Elle appelle le gouvernement à réagir vite. Plus de 100 000 emplois pourraient être perdus chez les constructeurs et les sous-traitants automobiles d'ici 2035. Le secteur n'emploierait alors plus que 90 000 salariés, selon l'Observatoire de la métallurgie. « Entre 2008 et 2018, les effectifs des constructeurs et de leurs équipementiers sont passés de 260 000 à 195 000, rappelle Marc Mortureux (PFA). Or ces chiffres n'intègrent pas les baisses d'effectifs chez de nombreux sous-traitants dans les domaines de la fonderie, le décolletage, la plasturgie, les pneumatiques » Selon les projections de l'Observatoire de la métallurgie, le nombre d'emplois industriels devrait baisser de 15 % d'ici à 2025 en France, ce qui induirait la suppression de 32 000 emplois. Un scénario plus « optimiste » a été envisagé. Il anticipe des rapatriements de production industrielle, des efforts d'innovation, une mobilisation nationale, des coopérations entre les entreprises. Mais, là encore, le nombre d'emplois déclinerait de 11,4 % d'ici à 2025. À présent, la filière et le gouvernement vont devoir mobiliser des milliards d'euros pour accompagner le rythme de cette mutation et financer l'accompagnement social des métiers sans avenir, conclut le quotidien. (**Le Figaro, p.18**)

« 'L'Europe a fait un choix qui entraîne la disparition de pans entiers de l'industrie' », titre **Le Figaro** qui ouvre ses colonnes à Luc Chatel. Le président de la PFA constate que « la transformation de l'industrie s'est accélérée ». « La France ne pèse que 9 % de la valeur ajoutée de l'auto en Europe. C'est beaucoup trop faible. Ce n'est pas une fatalité », explique-t-il, annonçant la présentation en juin d'une « feuille de route pour créer les conditions permettant d'attirer en France des projets de batterie, d'électromobilité et d'électronique de puissance ». « Il y a les métiers qui vont disparaître, ceux qui vont se transformer et ceux qui vont émerger », poursuit-il. « La France doit devenir un territoire attractif. La baisse de l'impôt de production ne l'a pas fait revenir dans la course. Nous avons besoin de dispositifs ad hoc pour attirer des grands projets industriels comme les giga factories », avance-t-il également. (**Le Figaro, p.19**)

« À l'usine Bosch de Rodez, la résignation et le fatalisme l'emportent sur la révolte », titre **Le Figaro**. Maire de Rodez et président de la communauté d'agglomération, Christian Teyssède (DVG) en veut à Bruno Le Maire : « Il laisse Bosch supprimer 750 emplois sans demander ni contrepartie ni accord de revitalisation. C'est scandaleux. Ces suppressions sont sans doute justifiées au regard du marché du diesel, mais rien n'a été anticipé par le gouvernement » Selon l' élu, Bosch a manqué d'ambition pour Rodez. « Ils n'ont jamais réellement voulu diversifier l'activité. Ils n'ont jamais voulu aller vers l'aéronautique si porteuse à Toulouse », pointe Christian Teyssède. « L'opportunité n'avait pas été trouvée jusqu'ici mais nous y travaillons », corrige Patrick Meillaud, le directeur de l'usine d'Onet-le-Château. (**Le Figaro, p.18**)